

Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 37 (1965)

Heft: 6

Artikel: Enquête sur l'activité de la branche du bâtiment en 1964 et les constructions projetées pour 1965 (résultats provisoires)

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-125800>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Enquête sur l'activité de la branche du bâtiment en 1964

et les constructions projetées pour 1965
(résultats provisoires)

46

Exécutée comme de coutume avec la collaboration des cantons, des communes et des services fédéraux compétents, l'enquête du délégué aux possibilités de travail sur l'activité de la branche du bâtiment en 1964 et les constructions projetées pour 1965 a donné les résultats provisoires que voici :

Les *constructions annoncées* dont l'exécution est envisagée en Suisse cette année totalisent *13,5 milliards de francs*, soit un peu plus de 400 millions de moins que l'an dernier. C'est la première fois depuis 1958 que les constructions projetées accusent une légère régression. Quant aux *travaux effectivement réalisés en 1964*, ils ont représenté près de *11,7 milliards de francs*, la progression au regard de 1963 s'inscrivant à quelque 1,7 milliard de francs ou 17%. La *différence* entre le volume des *constructions prévues* en 1964 et celui des *travaux exécutés* cette même année a donc atteint le chiffre record de plus de *2,2 milliards de francs* quand bien même la branche du bâtiment n'a cessé d'être mise à forte contribution. En confrontant la valeur des constructions projetées pour 1965 et celle des travaux réalisés en 1964 dont le volume peut être considéré «grosso modo» comme correspondant à la capacité actuelle de la branche du bâtiment, on s'aperçoit que la demande excédentaire équivaut encore à quelque 1,8 milliard de francs (ou 16% de la capacité de production) comparativement à 3,9 milliards (ou 39%) l'an dernier. Ces chiffres permettent de supposer que – par rapport tout au moins aux années précédentes – on enregistrera, cette année, une certaine détente sur le marché de la construction.

L'enquête révèle en outre que l'écart susmentionné d'un peu plus de 2,2 milliards de francs entre les constructions exécutées en 1964 et les projets annoncés pour la même année a affecté à la fois les constructions privées et les travaux publics. Proportionnellement, l'ajournement de projets a été toutefois plus prononcé dans le secteur public que dans le secteur privé, comme ce fut du reste toujours le cas au cours de ces dernières années. Cependant, la part des travaux publics au volume global des constructions s'est encore légèrement accrue en passant de 31,7% en 1963 à 32,6% en 1964. Les *travaux publics* ont entraîné en 1964 des dépenses s'élevant à près de 3,8 milliards de francs

logements n'est donc guère probable. Il en va autrement en ce qui concerne les constructions industrielles: c'est en effet la première fois depuis longtemps que la valeur des projets annoncés est inférieure à celle des constructions réalisées l'année précédente. Deux éléments ne sont certainement pas étrangers à ce phénomène: une appréciation plus prudente que par le passé des perspectives économiques et le fait que les mesures officielles visant à réduire l'effectif des travailleurs étrangers entravent ou excluent même les investissements dits d'agrandissement.

Il peut paraître surprenant à première vue que les chiffres révélés par l'enquête ne correspondent pas à ceux que le préposé aux questions de construction a publiés sur les sommes imputées aux contingents assignés. Les différences sont dues à l'hétérogénéité des deux statistiques. C'est ainsi, par exemple, que les constructions mises en chantier en 1963 ou antérieurement et dont l'exécution s'est poursuivie ou achevée en 1964 ne figurent pas dans la statistique du préposé, tandis que celle du délégué en tient compte. Cette dernière assimile d'autre part aux travaux publics les logements construits par les pouvoirs publics, alors que le préposé les englobe sous la dénomination générale de construction de logements. Des précisions et restrictions s'imposent par conséquent si l'on cherche à comparer les deux statistiques.

L'écart entre le volume des projets annoncés pour 1965 et les travaux exécutés en 1964 dénote que la branche du bâtiment aura encore à faire face, cette année, à de fortes

exigences régionales dont l'intensité ne sera cependant pas aussi prononcée que l'an dernier. Un obstacle supplémentaire réside dans le fait que les prescriptions fédérales obligent également la branche du bâtiment à réduire l'effectif de sa main-d'œuvre étrangère. Si l'on veut éviter que cette situation n'ait des conséquences préjudiciables tant à la branche du bâtiment qu'à l'ensemble de l'économie, le maintien en vigueur de l'arrêté fédéral sur la construction durant cette année se justifie pleinement. Un point demeure toutefois incertain en ce sens qu'il n'est pas possible de déterminer dans quelle mesure les changements intervenus sur le marché des capitaux permettront d'assurer définitivement le financement des projets annoncés.

Le délégué aux possibilités de travail.

Constructions exécutées en 1963-1964